

les ministres de l'Agriculture de l'Île-du-Prince-Édouard et du Nouveau-Brunswick il y a une semaine environ, et bien que les propositions qu'ils nous ont faites soient quelques difficultés, je signale au député que le prix des pommes de terre de l'Île n'a jamais été si élevé que maintenant.

M. MacDonald: Monsieur l'Orateur, comme le temps nous presse, le ministre pourrait-il dire si le gouvernement fédéral est disposé à fournir de l'aide comme par le passé, étant donné que les prix sont restés longtemps très bas et que très peu de cultivateurs ont encore des stocks de pommes de terre à vendre?

L'hon. M. Olson: Monsieur l'Orateur, les entretiens entamés la semaine dernière se poursuivent encore.

LA LAINE—LA POLITIQUE RELATIVE AU PRIX DE SOUTIEN

[Français]

M. Adrien Lambert (Bellechasse): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire à l'honorable ministre de l'Agriculture, au sujet du prix de la laine.

Est-ce que la politique relative au prix de soutien de la laine, pour l'année 1971-1972, sera annoncée bientôt? Dans l'affirmative, l'honorable ministre tiendra-t-il compte du fait que le prix de soutien de ce produit est de 72c., aux États-Unis, et recommandera-t-il une hausse appréciable du prix de soutien, afin d'assurer aux producteurs de laine l'accroissement de leur revenu?

[Traduction]

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, comme je l'ai indiqué tout à l'heure, le prix de soutien pour la récolte de 1970 a été annoncé et les chèques envoyés. La Wool Growers Association m'a en fait demandé de lui accorder une entrevue au sujet de la récolte de cette année.

* * *

LA SÉCURITÉ DU REVENU

L'ÉTUDE DU LIVRE BLANC ET LES PROTESTATIONS—LES MODIFICATIONS

M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Comme le gouvernement a annoncé qu'il n'y aura pas de relèvement des allocations familiales et vu les nombreuses critiques émises par le Conseil canadien du bien-être à l'endroit de certaines des propositions contenues dans le Livre blanc sur la sécurité du revenu, le gouvernement compte-t-il le réexaminer et, dans l'affirmative, pourra-t-il faire sous peu, à l'appel des motions, une déclaration à la Chambre pour nous dire quelle est sa position?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Oui, monsieur l'Orateur. Ainsi que je l'ai indiqué précédemment et une nouvelle fois aujourd'hui, le gouvernement étudie actuellement différentes propositions quant aux modifications à apporter à la planification de la sécurité du revenu familial et, dès que nous aurons pris une décision à ce sujet, je ferai une déclaration à la Chambre.

[L'hon. M. Olson.]

LA LOI SUR LES LANGUES OFFICIELLES

L'ÉTABLISSEMENT DE DISTRICTS BILINGUES—DISCUSSION AVEC LES AUTORITÉS DE L'ONTARIO

[Français]

M. Gaétan-J. Serré (Nickel Belt): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable secrétaire d'État.

A la suite d'une récente déclaration du premier ministre de l'Ontario à l'effet que son gouvernement accorderait peut-être certains services bilingues, mais qu'il ne voyait pas la nécessité d'établir des districts bilingues, l'honorable ministre peut-il dire à la Chambre s'il a entrepris des négociations avec la province d'Ontario, afin de l'inviter à collaborer davantage en ce sens?

L'hon. Gérard Pelletier (secrétaire d'État): Pas pour le moment, monsieur le président.

* * *

L'INDUSTRIE CINÉMATOGRAPHIQUE

L'OFFICE NATIONAL DU FILM ET LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT

[Traduction]

M. J. P. Nowlan (Annapolis Valley): Ma question s'adresse au secrétaire d'État. Comme presque une année s'est écoulée depuis que le ministre en a fait état devant le comité, le gouvernement s'achemine-t-il vers une politique du film pour l'Office national du film et pour la Société de développement de l'industrie cinématographique?

[Français]

L'hon. Gérard Pelletier (secrétaire d'État): Une partie de cette politique, monsieur le président, a déjà été appliquée; elle a donné lieu à des mesures qui sont connues de tout le monde. Mais, pour le reste de cette politique d'ensemble, nous sommes de plus en plus «près», pour me servir de la même expression que l'honorable député.

[Traduction]

M. Nowlan: Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire.

M. l'Orateur: La Chambre permettra peut-être au député de poser une question supplémentaire, mais la période des questions étant expirée, je lui demande d'être bref.

M. Nowlan: Monsieur l'Orateur, ma question est courte et je la poserai promptement. Le ministre songe-t-il à faire modifier la loi, par exemple, par des règlements sur la teneur ou le contingentement, s'il donne plus tard plus de précisions sur la politique applicable à l'Office national du film?

[Français]

L'hon. M. Pelletier: Monsieur le président, une législation est prévue, mais pas pour la session actuelle.

Quant au système de quotas, de même que tout un éventail d'autres mesures du même genre, ces questions son envisagées; des mesures font l'objet d'études, mais elles n'ont fait l'objet d'aucun choix définitif jusqu'ici.